

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

• (1200)

J'ai une autre référence, peut-être la plus sérieuse. Il s'agit d'une étude de la maison d'experts-conseils, Venture Economics, dont *La Presse* a donné un compte rendu. Selon cette étude, il y a eu à peu près autant de prises de contrôle et d'acquisitions pendant le premier trimestre de cette année que pendant toute l'année dernière. Toujours selon cette étude, il n'y a jamais eu, dans l'histoire du Canada, une vague de prises de contrôle et d'acquisitions comparable à celle des premiers mois de 1989. Les Canadiens sont en train de perdre complètement la propriété de leurs filiales. General Electric et Westinghouse rachètent leurs actions. Il s'ensuit que nous serons moins en mesure de contrôler notre économie et de décider de notre avenir. Cela aussi fait partie du programme.

La leçon de toutes ces statistiques et de tous ces arguments est claire. Bien qu'il n'en soit pas question dans le budget et que le gouvernement n'en parle pas, il s'agit de la prochaine étape dans la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange. La récompense que les Américains n'ont pas obtenue dans la première série de négociations, ils l'obtiennent dans la seconde. Les compressions au titre de l'assurance-chômage, du développement régional, des transports et de l'agriculture sont toutes conçues pour satisfaire à leurs revendications avant même que les négociations ne commencent.

On essaie de nous faire croire qu'on négociera les subventions pendant sept ans. Ce n'est pas vrai, au bout des six premiers mois de 1989, on aura tout cédé. Qu'est-ce qu'il nous reste à négocier, maintenant que le gouvernement a tranché et vidé les questions des subventions au régime d'assurance-chômage et aux programmes de transport des produits agricoles? Il ne reste rien.

Le gouvernement semble maintenant vouloir recommencer à jouer cartes sur table et à décrire aux Canadiens les véritables problèmes économiques qui les attendent, mais seulement après les avoir arrangés et quelque peu adoucis. Au lieu de jouer franc jeu, le gouvernement dépense encore les deniers publics pour mettre sur pied un programme de publicité qui tentera de les convaincre que la vie est belle.

Sa tactique n'est pas tellement différente de la manipulation et de la distorsion que pratique le gouvernement de la Chine, comme on le voit à la télé, quand il affirme que personne n'a vraiment été tué. Bien que sa tactique ne soit pas tellement dangereuse pour la vie humaine, elle montre quand même le pouvoir du gouvernement de manipuler et de déformer les faits, de mentir effrontément sur la gravité de la situation. Le gouvernement n'a qu'à dénouer les cordons de sa bourse et à s'assurer le concours des media. C'est pourquoi nous devons absolument percer cet écran de fumée et faire la lumière sur ces questions d'importance capitale.

Je voudrais aborder brièvement une autre question à laquelle les députés n'ont pas accordé assez d'attention, à mon avis, à cause de tout ce qui s'est produit. Je veux parler de la façon dont ce budget s'attaque aux citoyens qui sont le moins en mesure de s'aider et de se défendre. Nous devons parler de la façon dont le gouvernement se comporte devant les grandes tragédies qui se produisent un peu partout dans le monde.

Que ce soit dans le domaine du commerce extérieur ou de l'aide internationale, le gouvernement fait preuve d'une insensibilité jamais vue, selon moi, depuis la Seconde Guerre mondiale. Cela nous ramène aux années 1930, lorsque les gouvernements fermaient leurs portes à d'autres pays et pensaient pouvoir vivre dans l'isolement. On pensait pouvoir échapper aux rigueurs, et à l'agitation du monde alentour. C'est là le genre d'attitude qu'adopte le gouvernement.

Ainsi, le gouvernement procède à des coupes sombres dans le budget de l'ACDI; il le réduit de centaines de millions de dollars. Peu importe jusqu'à quel point le ministre et le gouvernement tentent d'éluder la question, l'engagement fondamental du Canada à l'égard de l'aide extérieure est fort compromis. Or, cela se produit au moment même où la situation des pays du tiers monde s'aggrave, au lieu de s'améliorer. Un plus grand nombre d'enfants meurent de sous-alimentation. Les fermetures d'écoles sont plus nombreuses.

Les salaires des travailleurs des pays du tiers monde sont en chute libre et ces pays sont moins en mesure d'investir dans le réseau routier et l'industrie de base; or, c'est le moment que choisit le gouvernement pour réduire son aide. En l'occurrence, nous sommes complices. Nous participons au complot international tendant à forcer bon nombre des pays concernés à rembourser leurs dettes à